

**COMMUNE
DE
VILLE SOUS ANJOU**

Conseil municipal du 26/11/2015
Compte-rendu

CR-CM N° 15-08 DU 26/11/2015

Présents : Mmes Garcian, Pellat, Quentel, Servonnat, Touzard-Perriolat.
Mrs Alfieri, Lafumas, Mandrand, Monin, Recompsat, Satre, Thivolle.

Madame Eliane KHELIFI donne pouvoir de vote à Madame Josiane PELLAT.
Monsieur Julien ANDRES est excusé.

Madame Josiane PELLAT a été élue secrétaire de séance.

1. Modification de l'ordre du jour :

Monsieur le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour les délibérations suivantes :

- Délibération relative à la cession de terrain pour alignement et voirie « Route des Crêts - route de Grange Neuve » - Famille RAVASCO
- Délibération relative à la cession de terrain pour alignement et voirie « Route des Crêts » - Famille HERCULE

Le Conseil Municipal se prononce favorablement aux modifications apportées à l'ordre du jour.

2. Point sur les projets en cours

Remplacement des menuiseries des salles des fêtes

Monsieur le Maire indique que la déclaration préalable de travaux relative au remplacement des menuiseries des salles des fêtes a été déposée au service instructeur (C.C.P.R.). Il explique également que l'Architecte des Bâtiments de France a émis un avis défavorable quant à la pose de volets roulants avec blocs extérieurs et préconise la mise en place de rideaux occultant intérieurs. Monsieur le Maire indique que cette proposition ne peut être retenue du fait que ce type de matériel est trop fragile et qu'il n'occulte pas de manière optimal la chaleur. De ce fait, la Commune va prendre contact rapidement avec l'architecte en charge du dossier afin de demander la pose de volets roulants avec blocs intégrés.

Illuminations

Monsieur le Maire indique que la pose des illuminations devrait avoir lieu la première semaine de décembre, elle sera réalisée par l'entreprise AG CONCEPT. Il explique que les employés techniques ont passé très récemment le CACES nacelle et que cela permettra à la commune d'installer elle-même ses illuminations et assurer aussi le contrôle de l'éclairage public. Il précise également qu'un grand nombre d'illuminations étaient hors service cette année et que les employés techniques travaillent actuellement sur leur remise en état. Il sera peut-être judicieux en fin de saison de renouveler le stock à moindre coût durant les soldes. Monsieur le Maire

rappelle que la Commune a souhaité l'année passée réduire le périmètre de pose et dépose des illuminations dans le but de réaliser des économies sur le budget communal cependant, certains administrés se sont plaints. De ce fait, un nouveau périmètre de pose est à l'étude afin de répondre aux réclamations.

Equipement communal - Tracteur

Monsieur Yves LAFUMAS rappelle que la Commune projette d'équiper le tracteur communal d'une épaveuse afin d'optimiser le travail de débroussaillage. Il explique également que certains fournisseurs ne veulent pas équiper notre tracteur actuel car il est trop léger pour accueillir ce type de matériel selon eux

Il donne également quelques informations complémentaires au Conseil Municipal en cas d'achat d'un tracteur plus puissant :

- Il sera impératif de ne pas acquérir du matériel de plus de 2m de large sinon la lame à neige que la commune possède déjà sera inadaptée.
- Le coût d'achat d'un nouveau tracteur et d'une épaveuse est estimé entre 40 000 € et 45 000€. Il rappelle que le coût annuel de l'élagage sur la Commune s'élève environ à 12 000 € TTC.
- Il sera également nécessaire à court terme d'acquérir une citerne à eau de 3 000 voire 4 000 litres que l'on pourra atteler au tracteur afin de faciliter l'arrosage communal.

Défibrillateur

Monsieur Henri THIVOLLE indique que l'emplacement du défibrillateur a été décidé (façade de la Mairie) et que son installation est imminente.

Musée Animalier

Monsieur Rolland MANDRAND indique qu'il a assisté le 15 octobre dernier en présence de Monsieur le Maire à une réunion relative à la possible réhabilitation du musée animalier. Cette réunion avait pour but de recueillir les attentes de chacun et de procéder au lancement d'une étude. Il a été également évoqué la possibilité d'exploiter ce site sur place ou de le déplacer sur une zone plus attractive du point de vue du tourisme. Normalement, une prochaine réunion devrait avoir lieu en début d'année. Monsieur le Maire précise que ce projet de développement d'une activité touristique est mené en partenariat avec la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais. Il indique également qu'un autre projet est à l'étude actuellement, la création d'un parcours d'accrobranche sur la Commune d'Anjou.

3. Délibération relative à la création d'un poste au grade d'Adjoint Administratif Territorial de 2^{ème} classe à temps non complet

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Délibérante que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complets et non complets nécessaires au fonctionnement des services

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que suite au départ en retraite de Madame Maryline MARGERIAT, la Commune a fait appel temporairement à un agent contractuel pour la remplacer. Il explique également que le contrat à durée déterminée de cet agent arrive à terme et que pour pouvoir conserver cet agent en poste, il est nécessaire maintenant de créer le poste correspondant. A la suite de cette création de poste, l'agent concerné sera mis au stage pour une durée d'un an puis titularisé si la période de stage s'avère concluante.

Délibération approuvée à l'unanimité

4. Délibération relative à l'attribution des subventions aux associations année 2015 - solde

Monsieur le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal pour l'octroi des subventions accordées aux diverses associations et rappelle que l'enveloppe votée lors du budget primitif 2015 était de 14 000,00€. Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée délibérante que la somme 12 520,00€ a déjà été allouée lors des Conseils Municipaux du 27 mars 2015 (délibération n°2015-0009) et du 21 avril 2015 (délibération n°2015-0013).

Monsieur le Maire explique qu'il reste encore la somme de 1 480,00€ à attribuer et qu'il a réceptionné une demande de subvention de la part de l'ADF38 pour un montant de 200,00 €.

Délibération approuvée à l'unanimité

5. Délibération relative au versement d'un acompte des participations dues au Syndicat d'Actions Sociales et Sportives des 4 villages – Avant le vote du Budget Primitif 2016

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le Syndicat d'Actions Sociales et Sportives des 4 Villages a demandé à ce qu'un acompte sur la participation communale leur soit versé avant le vote du budget primitif 2016.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le montant de l'acompte susceptible d'être verser :

Affectation des crédits	Montant 2015	Acompte 2016
Syndicat d'Actions Sociales et Sportives des 4 villages	66 038,00€	16 509,00€
TOTAL	66 038,00€	16 509,00€

Délibération approuvée à l'unanimité

6. Délibération relative à l'adhésion de la Commune à la médecine préventive et santé au travail auprès du CDG38

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le 14 septembre 2015 le Conseil d'Administration du CDG38 a adopté les nouvelles dispositions applicables aux collectivités et établissements qui bénéficient de leurs prestations en matière de médecine préventive et de santé au travail.

Monsieur le Maire indique que cette délibération apporte des modifications importantes :

- Elle clarifie et précise les droits et obligations respectives
- Elle s'accompagne d'une augmentation conséquente de la cotisation, hausse de 0,15 points

Monsieur le Maire explique que cette hausse s'explique d'abord par la réglementation. En effet, les CDG n'ont pas l'obligation d'intervenir en matière de santé et de sécurité au travail cependant, ce service est proposé depuis 1996 pour répondre aux besoins spécifiques des employeurs territoriaux. Depuis cette date, les besoins n'ont cessé de croître et jusqu'à présent les recettes (cotisation versée au CDG38) ne couvraient pas les dépenses.

Monsieur le Maire rappelle que cette adhésion n'est pas obligatoire et que la Commune a la possibilité de créer son propre service ou de constituer un service commun avec plusieurs employeurs ou bien encore de confier cette mission à un service interentreprises de santé au travail. En revanche, on ne peut pas se soustraire à l'obligation de disposer d'un service de santé au travail, au risque d'engager la responsabilité de la commune pour faute.

Délibération approuvée à l'unanimité

7. Délibération relative au recouvrement de la redevance d'occupation provisoire du domaine public communal pour les chantiers provisoires de travaux sur les réseaux de transport et distribution de gaz

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a institué une redevance pour l'occupation du domaine public communal par les ouvrages de distribution et de transport de gaz et qu'elle a confié au Syndicat des Energies de l'Isère (SEDI) le recouvrement pour son compte de cette redevance auprès des gestionnaires des ouvrages. Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la parution au journal officiel du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution de gaz. Le SEDI propose aux communes qui le souhaitent de recouvrer sans frais pour son compte cette nouvelle redevance.

Délibération approuvée à l'unanimité

8. Délibération relative à l'implantation de commerces ambulants sur la Commune

Monsieur le Maire indique à l'Assemblée délibérante que l'occupation du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité. Il convient donc de définir les tarifs et redevances 2015/2016. Il propose les tarifs suivants :

OCCUPATION	TARIFS 2015/2016
Commerçants sédentaires et camions-pizza	50€ par an jusqu'à 2 fois par semaine
Commerçants volants non sédentaires des marchés	50€ par an jusqu'à 2 fois par semaine
Commerçants abonnés non sédentaires des marchés	50€ par an jusqu'à 2 fois par semaine

Délibération approuvée à l'unanimité

9. Délibération relative au schéma de mutualisation des services de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de ses communes membres

Monsieur le Maire expose que l'article 67 de la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010 de la réforme des collectivités territoriales, dont les dispositions sont codifiées à l'article L5211-39-1 du CGCT, a prescrit la réalisation, par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'un rapport relatif aux mutualisations de services dans l'année qui suit chaque renouvellement général des Conseils Municipaux. L'article 74 de la loi NOTRE confirme et précise cette obligation.

Ainsi, la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais doit élaborer, avant le 31 décembre 2015, un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'EPCI et ceux des communes membres. Ce rapport doit comporter un schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Il prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de la Communauté de Communes et des communes concernées ainsi que sur leurs dépenses de fonctionnement.

Le rapport est ensuite transmis pour avis, à chacun des Conseils Municipaux des communes membres, qui dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer, délai qui peut être raccourci en cas de vote favorable des communes avant l'expiration de ce délai. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable. A l'issue de ce délai de consultation de 3 mois, le projet de schéma est approuvé par délibération du Conseil Communautaire. Chaque année, lors du DOB ou lors du vote du budget, l'état d'avancement du schéma fera l'objet d'un rapport annuel au conseil communautaire par le président. Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'émettre un avis sur ce document.

Le Conseil Municipal émet un avis favorable sur le projet de schéma de mutualisation des services de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de ses communes membres.

Délibération approuvée à l'unanimité

10. Délibération relative au projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)

Monsieur le Maire expose que Monsieur le Préfet de l'Isère a notifié le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) présenté aux membres de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) le 21 septembre. Le SDCI prévoit 6 prescriptions de fusion d'EPCI à court terme appelées à entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2017 et une orientation : « le regroupement de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de la nouvelle communauté d'agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois et de la Communauté de Communes de la Région de Condrieu ». Le conseil municipal de la commune de VILLE SOUS ANJOU membre de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, est appelé à se prononcer sur ce schéma en tant que commune membre d'un EPCI impacté.

Le projet de SDCI révisé apporte pour la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais une double modification au schéma en vigueur : la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois et de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais passe du niveau de prescription à celui d'orientation ; la Communauté de Communes de la région de Condrieu fait l'objet d'une prescription de fusion avec la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois. Le projet d'orientation de fusion regrouperait donc 3 EPCI : la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois, la Communauté de Communes de la Région de Condrieu, la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs que, lors de la réunion de la CDCI du 18 mai 2015, le rapport explicatif de séance intégrait une prescription de fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire soit avec la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, soit avec la Communauté de Communes issue de la fusion Bièvre Isère et région Saint-Jeannaise. Le projet de SDCI retient la prescription de fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire avec la Communauté de Communes issue de la fusion Bièvre Isère et région Saint Jeannaise.

Le Bureau de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais (CCPR), au sein duquel toutes les communes de la CCPR sont représentées, a procédé, lors de ses 2 dernières réunions, à l'examen du projet de SDCI ; il propose l'adoption de la position suivante :

- Le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais a déjà eu à se prononcer à 2 reprises sur la proposition de fusion avec la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois. Par 2 votes unanimes des 6 juillet 2011 et 14 novembre 2012, le Conseil Communautaire s'est prononcé contre cette fusion. Cette position a été soutenue en 2011 par 21 des 22 Conseils Municipaux de la CCPR et en 2012 par la totalité des Conseils Municipaux de la CCPR.

Les explications complémentaires apportées, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'émettre un avis défavorable sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale présenté par Monsieur le Préfet de l'Isère en ce qu'il prévoit l'orientation de fusion de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de la Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois et de la Communauté de Communes de la Région de Condrieu. Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable pour un rapprochement de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire si cette dernière en présente la demande et selon la forme qu'elle souhaitera.

Délibération approuvée avec 11 voix Pour et 2 Abstentions

11. Délibération relative à la mise en réseau des bibliothèques et médiathèques sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais

Monsieur le Maire indique que la C.C.P.R. compte parmi ses compétences la création et la gestion d'un réseau de lecture publique ainsi que la mise en réseau des fonds documentaires et des actions en faveur de la lecture publique. Le réseau de lecture publique de la C.C.P.R. est le fruit d'une volonté partagée par l'ensemble des élus du territoire visant à satisfaire les besoins culturels de la population en participant au développement global du territoire. Il permet à toute la population d'accéder aux services de l'ensemble des bibliothèques et

médiathèques du réseau. Le fonctionnement du réseau s'appuie sur les professionnels et les bénévoles des établissements municipaux et communautaires.

Le mise en réseau de la lecture publique nécessite de mutualiser les moyens de chacune des communes du territoire et de renforcer ceux de la C.C.P.R. De la constitution d'un catalogue collectif à l'harmonisation des services aux publics, les étapes d'un tel projet sont nombreuses et nécessitent la rédaction d'une convention en collaboration avec l'ensemble des acteurs et le Département de l'Isère. L'objet de cette convention est donc de définir l'organisation et le fonctionnement du réseau de lecture publique du Pays Roussillonnais, de telle sorte qu'elle soit un texte de référence au sein duquel chacun des acteurs puisse trouver les informations pratiques nécessaires à l'exercice de ses activités.

Délibération approuvée à l'unanimité

12. Délibération relative à l'adhésion au conseil en Energie Partagé du SEDI

Dans un contexte de surconsommation et d'augmentation des coûts énergétiques, le Syndicat des Energie du Département de l'Isère a souhaité s'engager auprès des collectivités afin de les aider à maîtriser leurs consommations et à diminuer leur impact environnemental par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de ses actions dans le domaine de l'énergie, le SEDI propose à ses adhérents de mettre en place un Conseil en Energie Partagé (CEP). Les collectivités qui en font la demande ont à leur disposition un « homme énergie » en temps partagé. Ce conseiller, totalement indépendant des fournisseurs d'énergie et des bureaux d'études, est l'interlocuteur privilégié de la collectivité pour toutes les questions énergétiques.

Délibération approuvée à l'unanimité

13. Délibération relative aux modalités de location des salles communales

Il est proposé de reporter cette délibération à un prochain Conseil Municipal afin de pouvoir réfléchir plus en détail sur les modalités à appliquer.

Décision de report approuvée à l'unanimité

14. Délibération relative à la Cession de terrain pour alignement et voirie « Route des Crêts et route de Grange Neuve » - Famille RAVASCO

Monsieur le Maire indique à l'Assemblée délibérante qu'il a reçu les filles de Madame RAVASCO, héritière REVOUX au sujet d'une parcelle de terrain constructible (AD 195), située au carrefour de la route des Crêts et de la route de Grange Neuve. Il explique que la parcelle AD 195 est classée en emplacement réservé dans le Plan Local d'Urbanisme afin d'aménager et de sécuriser un carrefour. Monsieur le Maire indique qu'un accord a été trouvé entre les propriétaires et la Commune :

- les propriétaires sont d'accord pour céder à l'Euro symbolique à la Commune la bande de terrain nécessaire à l'élargissement de la chaussée
- en contre partie, la Commune s'engage à régler les frais de bornage

Cette rétrocession de terrain porte sur la parcelle AD 643 pour une contenance de 170 m² au montant de l'Euro symbolique.

Délibération approuvée à l'unanimité

15. Délibération relative à la cession de terrain pour alignement et voirie « Route des Crêts » - Famille HERCULE

Monsieur le Maire indique à l'Assemblée délibérante qu'il a reçu Monsieur et Madame HERCULE au sujet d'une parcelle de terrain (AD 641), située route des Crêts. Il explique que la parcelle AD 641 est classée en emplacement réservé dans le Plan Local d'Urbanisme afin d'aménager et de sécuriser un carrefour. Monsieur le Maire indique qu'un accord a été trouvé entre le propriétaire et la Commune :

- le propriétaire est d'accord pour céder à l'Euro symbolique à la Commune la bande de terrain nécessaire à l'élargissement de la chaussée
- en contre partie, la Commune s'engage à régler les frais de bornage

Cette rétrocession de terrain porte sur la parcelle AD 646 pour une contenance de 13 m² au montant de l'Euro symbolique.

Délibération approuvée à l'unanimité

5. Questions diverses

Commission Tourisme

Monsieur Rolland MANDRAND indique que lors de la dernière réunion de la Commission Tourisme de la Communauté de Communes, il a été question :

- De la refonte du site internet dédié à l'office de tourisme
- Du programme des rendez-vous de l'office de tourisme et de la création du marque page intitulé « marque-ta-page », qui permettra de présenter tous les rendez-vous organisés sur le territoire (visites culturelles, de découvertes d'artisans, d'animations pour les enfants, d'ateliers créatifs...). Ce marque-page sera disponible dans les lieux culturels (office de tourisme, bibliothèques, cinéma, médiathèques...) et auprès des sites partenaires du Pays Roussillonnais.
- La création d'un set de table permettant de promouvoir le Pays Roussillonnais.
- La création d'affiches présentant les prochaines manifestations.
- La possible installation dans les Mairies d'écran interactif permettant aux usagers de visualiser rapidement les prochaines manifestations sur le Pays Roussillonnais.

Monsieur Rolland MANDRAND demande s'il serait possible d'installer sur l'aire de camping-car un panneau d'affichage extérieur permettant de relayer les manifestations à venir.

Association Cantine

Madame Cécile QUENTEL indique que l'Assemblée Générale de la Cantine s'est tenue le 9 novembre dernier et qu'elle déplore le manque de participants. Elle précise que le compte-rendu de la réunion a été diffusé aux familles de l'école, il était question du nouveau logiciel d'inscription et de paiement en ligne et de la refonte du règlement intérieur de la cantine.

Site internet de la Commune

Il sera demandé à Monsieur Julien ANDRES, de mettre à jour le site internet de la Commune. En effet, il serait souhaitable de promouvoir l'aire de camping-car (coordonnées GPS, horaires et services), d'indiquer également aux administrés qu'un petit marché et un camion de pizza sont à leur disposition (emplacement et horaires). Il faudra également supprimer les informations relatives à l'ancienne épicerie.

Centre Social des 4 Vents

Madame Josiane PELLAT indique que le Centre Social des 4 Vents rencontre depuis deux années des difficultés. Ces difficultés s'expliquent par une baisse des financements, et aussi par une baisse de certaines activités liée à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires.. De ce fait, le Centre Social a fait une demande auprès du D.L.A. (Dispositif Local d'Accompagnement) qui a été acceptée. Ce dispositif a été créé en 2002 par l'État et la Caisse des Dépôts, il appuie les structures développant des activités et services d'utilité sociale créateurs d'emplois, dans leur démarche de consolidation économique et de développement. En fonction de la problématique traitée, l'accompagnement DLA peut être individuel ou collectif et durer entre 2 mois et 2 ans. Il se déroule selon 4 grandes étapes :

- L'accueil : temps d'échange et d'information pour notamment déterminer la pertinence d'une intervention DLA.

- *Le diagnostic partagé : réalisation, avec la structure, d'un diagnostic de sa situation, de sa capacité de consolidation économique et de ses besoins d'appui.*
- *L'accompagnement : mise en œuvre d'un accompagnement de la structure sous la forme d'une ou plusieurs missions de conseils (individuelles ou collectives) réalisées par des prestataires et financées par le DLA.*
- *Le suivi : suivi du plan d'accompagnement par le DLA qui en mesure son impact sur le développement des activités et des emplois.*

Les DLA sont financés par l'État, la Caisse des Dépôts, le Fonds social européen (FSE), les collectivités locales. Le Cabinet Citis' qui va réaliser le DLA sur le Centre Social des 4 Vents a demandé à rencontrer le Conseil d'Administration, les employés ainsi que les élus des 4 communes.

Anciens locaux de l'épicerie

Monsieur le Maire indique que les anciens locaux de l'épicerie devraient être rapidement transformés en salle de réunion.

Pass' Partout

Madame Josiane PELLAT indique que la Mairie a demandé aux responsables des associations communales et intercommunales de bien vouloir fournir un article afin qu'il soit publié dans le bulletin municipal. Cependant à ce jour, elle a eu très peu de retours. Elle rappelle également qu'elle est toujours à la recherche d'une photographie pour la couverture du Pass' Partout et que si des membres du Conseil Municipal ou de leur entourage ont des photographies de la Commune susceptibles d'être publiées, ils peuvent lui transmettre.

Cartes de vœux

Madame Josiane PELLAT explique que cette année la Commune souhaiterait réaliser elle-même sa carte de vœux et la faire éditer chez un imprimeur, pour se faire elle demande à l'assemblée des suggestions de photos pour l'illustrer.

Conseil d'école

Madame Josiane PELLAT rappelle que le 1^{er} Conseil d'Ecole s'est tenu le 10 novembre dernier et que les points suivants ont été abordés :

- *Fonctionnement de l'école (remplacement des institutrices, jour de direction, projets pédagogiques de l'école,...)*
- *Présentation de la nouvelle équipe du Sou des Ecoles ainsi que les prochaines manifestations à venir*
- *Relance de la Mairie auprès des institutrices afin que l'ordre du jour du Conseil Ecole soit préalablement transmis à la Mairie*

Les différentes interventions lors de ce 1^{er} Conseil d'école :

- *Monsieur le Maire a rappelé aux institutrices qu'il avait déposé une demande afin que certains points du dernier compte-rendu du Conseil d'Ecole soient rectifiés cependant sa demande n'a pas été prise en compte. De plus, Monsieur le Maire a rappelé aux institutrices que les comptes-rendus des Conseil d'Ecole doivent être mis aux voix et adoptés en début de séance.*
- *La Directrice a signalé que les distributeurs de savons ne fonctionnent pas correctement dans les sanitaires et de ce fait, elle demande à la Mairie de bien vouloir faire le nécessaire. La Mairie a indiqué que l'ensemble des distributeurs de savon avaient été réparés et que les distributeurs défectueux avaient été remplacés par des flacons à pompe.*
- *La Directrice a indiqué que les employés communaux lui ont fait part de modifications de leur temps de travail au sein de l'école et elle s'inquiète donc de la bonne exécution*

de certaines tâches de ménage. Monsieur le Maire explique que certaines tâches de ménage ont été réparties entre les différents employés et qu'aucune heure n'a été supprimée. En effet, la Mairie porte un grand intérêt à l'école et souhaite offrir un confort optimal aux enfants.

Gestion des TAP

Questions des parents d'élèves

Pourquoi n'y a-t-il que 2h de TAP proposées à chaque élève alors que 3h étaient proposées l'année dernière ?

De nombreux TAP sont supprimés faute d'atteindre un effectif suffisant, pourquoi ne pas procéder à des regroupements ?

Pourquoi maintenir des groupes sur 3 tranches d'âges alors que 2 groupes permettraient le maintien de TAP ?

Réponse de la Mairie

Afin d'adapter les activités au rythme des enfants, il a été décidé de créer 3 groupes d'âges (MS/GS/, CP/CE1et CE2/CM) les activités ne sont pas proposées aux petites sections (PS), en effet il est difficile de les mobiliser sur une période d'une heure. Avec 3 groupes, il est compliqué de trouver 3 intervenants par après-midi, le choix a été fait de proposer 2 séances de TAP par semaine à chaque groupe.

Classe verte

Question des parents d'élèves

Les parents d'élèves souhaitent savoir si les institutrices projettent de réaliser une classe verte cette année ?

Réponse des Institutrices

Elles ne souhaitent pas réaliser de classe verte cette année mais normalement un projet devrait voir le jour l'année prochaine avec Mmes Manin et Robert.

C.C.A.S.

Madame Josiane PELLAT indique que suite à la promulgation de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), notre commune qui compte moins de 1500 habitants ne supporte désormais plus l'obligation de disposer d'un Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour exercer sa compétence action sociale. Cette mesure permet de supprimer plusieurs obligations annuelles (adoption d'un budget distinct, la reddition des comptes) sans pour autant remettre en cause l'action sociale de la commune. La dissolution du budget annexe du CCAS doit être actée par délibération du conseil municipal (article L123-4 du Code de l'action sociale et des familles). En cas de dissolution du budget CCAS, les opérations liées à la compétence action sociale seront retranscrites dans le budget principal de la commune.

Madame Josiane PELLAT indique également que la Commune a réceptionné un dossier d'aide sociale de la part de l'assistante sociale du service autonomie du département. Cette demande concerne une personne à mobilité réduite habitant Ville sous Anjou, son handicap s'est aggravé suite à une chute et il est indispensable d'apporter des modifications à son logement actuel dans le but d'améliorer sa mobilité au sein de celui-ci. Le Conseil Municipal à l'unanimité soutient cette action et propose de financer cette aide à hauteur de 1 941,15€ (reste dû pour la réalisation des travaux).

Elections Régionales

Madame Josiane PELLAT demande à l'ensemble des membres du Conseil Municipal de lui communiquer leurs disponibilités afin d'établir le planning de présence pour la tenue du bureau de vote pour les prochaines élections.

Goûter de Noël à l'attention des résidents de la Résidence Service Champérin

Madame Josiane PELLAT rappelle que le goûter de Noël organisé à l'attention des résidents de la Résidence Services Champérin se tiendra le 16 décembre prochain à 14h30 dans la salle du restaurant scolaire.

Colis de Noël

Madame Josiane PELLAT indique qu'une rencontre des membres du CCAS aura lieu lundi 7 décembre à 20h afin de préparer les colis de Noël pour les aînés.

Prochain Conseil Municipal

La date du prochain Conseil Municipal est fixée au mardi 15 décembre 2015 à 20h00.

Fin de la séance à 00H15

CR CM -15-08 du 26 novembre 2015

Le Maire,

Luc SATRE

ANNEXE 1 : DEPENSES REALISEES SUR LA PERIODE OCTOBRE - NOVEMBRE 2015

ENTREPRISES	OBJETS	MONTANT TTC
FONCTIONNEMENT		
TRESORIER M. GRAND	INDEMNITÉS DE CONSEIL 2015	433.53 €
LA TOITE FILANTE	CINEMA PLEIN AIR 2015	640.00 €
FINAND FAURE	TRANSPORT PISCINE ECOLE	972.00 €
TRESORERIE BEAUREPAIRE	2EME SEMESTRE ASSAINISSEMENT	1 348.82 €
WURTH	FOURNITURES / OUTILS SERVICE TECHNIQUE	1 706.52 €
LA HULOTTE LIBRAIRIE	LIVRES BIBLIOTHEQUE	1 292.47 €
RIGOLLIER	REPARATION VITRE TRACTEUR	665.09 €
BERGER LEVRAULT	PARAMETRAGE + FORMATION LOGICIEL E-ENFANCE	1020.00 €
TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT		8 078.43€
INVESTISSEMENT		
MOTOCULTURE LOISIRS	DEBROUSSAILLEUSE SERVICE TECHNIQUE	1 400.00 €
TOTAL GENERAL INVESTISSEMENT		1 400.00 €